



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 29/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SOC FRANCAISE DONGES-METZ**

47 AV FRANKLIN ROOSEVELT  
77210 Avon

Références : 2025\_1120  
Code AIOT : 0100020984

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2025 dans l'établissement SOC FRANCAISE DONGES-METZ implanté D3 - Bois du Four 54470 Limey-Remenauville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOC FRANCAISE DONGES-METZ
- D3 - Bois du Four 54470 Limey-Remenauville
- Code AIOT : 0100020984
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SFDM assure la gestion et notamment l'approvisionnement, le transport, le traitement, le stockage et la distribution des hydrocarbures liquides.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Ouvrages d'épuration	Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 4.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dispositions Générales	Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 5.2.3	Sans objet
3	Dispositions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 6.2.4	Sans objet
4	Dispositions spécifiques SSH	Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 6.3.5	Sans objet
5	Dispositions spécifiques SSH	Arrêté Ministériel du 23/12/2020, article 6.3.7	Sans objet
6	Dispositions applicables à certaines installations	Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 7.1.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection menée le 7 octobre 2025, il a été établi que l'exploitant se conforme au respect des dispositions des articles de l'arrêté préfectoral contrôlés, à l'exception de la traçabilité de la vérification et un enregistrement systématique des dispositifs d'obturateur automatique qui n'est pas précisée dans le bordereau d'intervention.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Ouvrages d'épuration

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 4.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien séparateur
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les effluents du séparateur sont contrôlés au moins une fois par trimestre. Le séparateur est vidangé et nettoyé au moins une fois par semestre. Le bon fonctionnement du dispositif d'obturation automatique est vérifié à cette occasion.

**Constats :**

Par courriel du 10 octobre 2025, l'exploitant a transmis les analyses du séparateur du Parc B des trimestres T1, T2 et T3 qui relèvent pour les dates de mesure suivantes :

- T1 : 04/04/2025 → Pas de non conformité aux valeurs réglementaires,
- T2 : 20/05/2025 → Pas de non conformité aux valeurs réglementaires,
- T3 :
  - 14/08/2025 → Dépassement constaté (35 mg/l pour les hydrocarbures, seuil 10 mg/l),
  - 10/09/2025 → Mesure contradictoire → Retour à la conformité. (0,74 pour les hydrocarbures, seuil 10 mg/l).

L'exploitant a indiqué le jour de la visite qu'il n'a mis en place aucune action corrective pour assurer un retour à la conformité de son rejet et n'explique donc pas ce dépassement.

Une intervention de nettoyage/vidange a été réalisée au 1er semestre 2025 (27 mars 2025).

Lors de l'intervention de nettoyage/vidange réalisée le 27/03/2025, le contrôle du dispositif d'obturation automatique n'est pas documenté dans le bordereau, bien que l'exploitant ait confirmé oralement son contrôle.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'issue du nettoyage du séparateur lors du second semestre le bordereau d'invention mentionnant systématiquement le résultat détaillé du test du dispositif d'obturation automatique.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 2 : Dispositions Générales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 5.2.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Appareils de communication

**Prescription contrôlée :**

[...]

La sirène d'alerte des populations de l'établissement (...) est testée régulièrement.

Les dates et modalités de ces essais, ainsi que les observations constatées sont reportées sur un registre (...)

**Constats :**

L'exploitant dispose d'un système numérique de gestion des interventions (LOLITA), permettant le suivi planifié des tests et la traçabilité des anomalies. À l'appui, la fiche de vie « Sirène POI satellite » a été présentée, démontrant une fréquence de test mensuelle (dernier test : 30/09/2025, conforme).

La fiche est signée électroniquement par l'intervenant, avec archivage dans LOLITA.

Aucune observation n'a été relevée sur la page consultée (du 29/11/2024 au 30/09/2025)

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 3 : Dispositions d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 6.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de suivi des réservoirs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque réservoir enterré de liquides inflammables fait l'objet d'un suivi individuel [...]
<b>Constats :</b>  Comme pour les autres équipements, le suivi des bacs est assuré via le logiciel LOLIBAC, permettant une gestion individualisée et tracée. Un échantillonnage ciblé (bac B4) a permis de vérifier la conformité du processus, avec les constats suivants : nettoyages, contrôle quinquennal, des travaux réalisés, etc.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Dispositions spécifiques SSH**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 6.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etude de dangers
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision si nécessaire.  [...]
<b>Constats :</b>  Par courriel du 10 octobre 2025, l'exploitant a communiqué le réexamen de son étude de dangers qui fera l'objet d'un rapport d'examen distinct.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Dispositions spécifiques SSH**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/12/2020, article 6.3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs et mesures de maîtrise des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Chaque mesure de maîtrise des risques instrumentée fait l'objet d'un suivi avec la constitution d'une fiche de vie.[...] Chaque dispositif de sécurité instrumenté fait l'objet d'un contrôle semestriel. [...]
<b>Constats :</b>

Dans le cadre du contrôle des équipements de sécurité des bacs, une sonde (MMRi) Niveau très haut (NTH 140) a été sélectionnée sur le bac 3 par échantillonnage pour vérification. Les éléments ci-dessous détaillent les constats issus de cette inspection, incluant la cohérence des données (LOLITA vs. terrain) et l'analyse de la fiche de vie associée :

- référence de la sonde NTH : 156 813-62,
- les tests réalisés,
- test de bon fonctionnement réalisé le 15 mai 2025,
- prochaine échéance au 15 novembre 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Dispositions applicables à certaines installations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article 7.1.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, bâtiment technique

**Prescription contrôlée :**

[...]

Le palier et le corps de chaque pompe sont dotés d'un système de mesure de leur température, relié à une alarme. [...]

**Constats :**

Lors de l'inspection, il a été vérifié que les paliers et corps de pompe sont équipés de capteurs de température, dont les mesures sont transmises en temps réel vers le pupitre de commande centralisé des installations.

Il est à noter que le jour de la visite, les installations du parc n'étaient pas en fonctionnement, ce qui n'a pas permis d'observer en condition opérationnelle les mesures de températures.

**Type de suites proposées :** Sans suite